



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La XXI^e conférence de l'Association Internationale des
Economistes Agricoles (AIEA) (Compte-rendu de mission) (Compte-
rendu de mission, Tokyo 22-29 août 1991)

(Compte-rendu de mission, Tokyo 22-29 août 1991)

M. Jean-Marc Boussard, André Brun, Monsieur Jean-Christophe Bureau

Citer ce document / Cite this document :

Boussard Jean-Marc, Brun André, Bureau Jean-Christophe. La XXI^e conférence de l'Association Internationale des Economistes Agricoles (AIEA) (Compte-rendu de mission) (Compte-rendu de mission, Tokyo 22-29 août 1991). In: Économie rurale. N°212, 1992. pp. 34-36;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1992_num_212_1_4506

Fichier pdf généré le 26/03/2019

XXI^e CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES AGRICOLES (AIEA)

(Compte-rendu de mission, Tokyo 22-29 août 1991)

"SUSTAINABLE AGRICULTURAL DEVELOPMENT : THE ROLE OF INTERNATIONAL COOPERATION"

Trois des participants du département Economie et sociologies Rurales de l'INRA ont, à l'occasion de leur rapport de mission, exprimé à chaud leur avis personnel que nous reproduisons ici. Le prochain congrès de l'AIEA aura lieu en août 1994 à Harare (Zimbabwe). La date limite pour les propositions de contributions sera sans doute fin 1993.

1. Jean-MARC BOUSSARD (INRA)

Le programme était apparemment du plus haut intérêt. Il est dommage que trop de papiers en séance plénière aient été trop "politiques", et pas assez fondés sur l'analyse économique. En revanche, j'ai été très frappé par la variété des "posters", qui représentaient l'intérêt réel de cette rencontre.

Sur les grands sujets de politique agricole, les opinions des universitaires sont très divisées. En particulier, si personne ne défend plus la gestion directe "socialiste" (il vaudrait mieux dire bureaucratique) de l'économie, en revanche, la place de l'Etat dans une économie de marché est un réel sujet de controverses et de réflexion. C'est un sujet sérieux, sur lequel les Français devraient avoir quelque chose à dire.

Contrairement à ce que l'on croit, le Japon est un pays très peu libéral, où la puissance publique est omniprésente. Mais c'est en même temps un pays très consensuel, où l'on respecte beaucoup les minorités. Cela corrige les perversions possibles d'un système aussi centralisé. Enfin, la liberté laissée aux créateurs est très grande, témoin cet extrait du prospectus laissé aux visiteurs des usines Honda : "The most important thing in research and development is the human qualities and conceptual freedom of the individual engineer. By being free from theory and data, the engineer should be in touch with the needs of real people, in order to create real and worthwhile technology". L'INRA pourrait sûrement s'inspirer de ce principe...

2. André BRUN (INRA-Dijon)

Mon avis est une fois de plus de souligner l'intérêt de telles rencontres, spécialement pour les **jeunes chercheurs** qui doivent prendre pied, si ce n'est déjà fait, dans ce milieu professionnel international et pour cela, d'une part maîtriser l'anglais, et d'autre part, articuler leurs problématiques et leurs méthodes avec des démarches voisines observées à l'étranger. Pour être compris et collaborer, il ne suffit pas d'avoir un bon papier, il faut encore utiliser un langage commun, ce qui est facile pour ceux qui se situent sur le terrain d'une économétrie reconnue et bien balisée internationalement, mais par contre exige un effort important pour les travaux franco-français. Il ne faut pas que se reproduise la mésaventure des brillants travaux marxistes du département dans les années 1960 et 1970 qui sont restés inconnus et feraient aujourd'hui belle figure à côté de ceux postérieurs, mais universellement cités, d'Hariett FRIEDMANN qui, par chance, était anglaise.

Pour tout chercheur, penser à l'avance à la production d'un texte bien calibré et bien écrit pour le prochain congrès me semble tout à fait justifié. Sur la plupart de nos thématiques, notre production (ESR) pourrait donner lieu à des prises de paroles reconnues et respectées, à condition toutefois d'apprendre et de s'imposer un "genre littéraire" avec lequel il faut devenir familier. Qu'il s'agisse d'une grande fresque balayant très large ou d'un point de détail, l'exigence principale étant de lier aussi clairement que possible des propositions théoriques bien identifiées, **même très banales** et une observation soumise à une **critique sérieuse**.

En tant que deux fois relecteur des contributed papers pour le compte de l'AIEA (pour Malaga et pour Buenos Aires), je peux dire que beaucoup de papiers d'origine française sont médiocres au regard des critères ci-dessus évoqués. Au contraire, dès que ceux-ci sont bien respectés, le papier a beaucoup de chance d'être pris. La voie quasi unique pour participer est de concourir aux "contributed papers", ce qui peut déboucher soit sur une proposition de papier invité (séance plénière) s'il est jugé excellent, soit aux sessions de papiers volontaires, soit à la présentation d'un poster. Le risque de rejet définitif subsiste néanmoins, environ 30 % des propositions ayant fait pour Tokyo l'objet d'un tel traitement.

Je ne recommande pas la voie que j'ai suivie cette année de proposer puis d'organiser et de présider un **groupe de discussion**. C'est trop aléatoire et le résultat, très dépendant de la présence effective des consultants sollicités (mais jamais acquise à l'avance), peut être d'un intérêt limité. Ce sont un peu les "bonnes œuvres" du congrès permettant à chacun de s'exprimer. C'est toutefois un excellent exercice linguistique. Mais tout ceci reflète l'expérience passée. Et en cette période de changement, l'avenir peut être différent. Pour ceux qui veulent garder un œil sur ces possibilités dans le cadre de l'AIEA, qu'ils restent en contact avec les membres cotisants à l'Association qui, eux, sont systématiquement informés.

L'AIEA reste un lieu de généralistes évoluant de plus en plus vers les échanges internationaux, la macro-économie, les PVD, dans une orientation générale sur "développement et politique agricole" (et pas encore rurales).

3. Jean-Christophe BUREAU (INRA-Grignon)

Par rapport aux congrès antérieurs de l'AIEA (Buenos Aires, d'après les actes) ou même de l'EAAE (European Association of Agricultural Economists), dans l'ensemble les contributions étaient plutôt moins intéressantes.

La première explication que j'y vois tient à une sorte de "victoire" morale d'une idéologie libérale. Les précédents congrès célébraient une victoire qui était beaucoup plus scientifique (celle de l'économie néoclassique), ce qui avait au moins l'avantage de montrer de nouvelles techniques, et, même si les méthodes ne sont pas neutres,

de laisser à chacun le choix de leur utilisation. A Tokyo, les innovations scientifiques ont surtout été reléguées en session de poster, et les commissions se sont situées sur le plan de l'interprétation politique. Ceci a donné lieu d'une part à une auto-célébration libérale (par exemple les condescendants conseils donnés aux pays de l'Est par les économistes de pays de l'OCDE ou - du Chili), et d'autre part à une situation où nombre d'idées discutables étaient considérées comme acquises (l'intérêt pour tous d'un accord au Gatt, les bienfaits universels du libre-échange...).

Comme si la chute du mur, la re-baptisation de Saint-Petersbourg, la victoire du général Schwarzkopf devaient trouver leurs prolongements logiques dans l'acceptation des arguments de Carla Hills comme vérités universelles. Personnellement, je préfère les congrès plus scientifiques : les développements mathématiques sont parfois plus digestes que les conseils de certains économistes américains sur la façon de privatiser la terre de l'Est. La deuxième explication est, me semble-t-il, que l'on a justement demandé à des économistes très célèbres, en particulier pour les travaux scientifiques, de "prendre du recul", et d'intervenir sur le champ politique. Las... la plupart d'entre eux sont sans doute plus compétents, justement dans les démonstrations mathématiques que sur la privatisation à l'Est, ce qui a valu un certain nombre de banalités (sur le GATT et la Politique Agricole Commune en particulier).

Mais ces critiques, qui s'adressent surtout aux séances plénières ne doivent pas cacher l'énorme intérêt des sessions et des contributions en groupe. Des congrès comme celui de Tokyo sont des opportunités extraordinaires pour nouer des contacts internationaux et, la géographie des lieux s'y prêtant peut-être particulièrement, le XXI^e congrès a été fructueux. Il convient aussi de souligner que si les arguments véhiculés par les libéraux anglo-saxons ont été dominants, une part de responsabilité en revient aux économistes français. Nous devrions être parmi ceux qui ont des choses à dire face aux réformes de l'Est et aux problèmes des pays en voie de développement, et il faut bien reconnaître que l'on nous entend assez peu (je ne suis pas sûr que nous soyons considérés comme des interlocuteurs valables par nos collègues de l'Est en mal d'expertise).

En complément, voici quelques éléments d'information sur le contenu et la participation française à cette conférence.

Ce congrès se réunit tous les trois ans et rassemble un nombre important de spécialistes de notre discipline. Au dernier congrès de Buenos Aires le nombre des participants était de 759. A Tokyo, la participation a fait un bond spectaculaire puisqu'on comptait 1 413 scientifiques inscrits dont 834 Japonais ! soit 579 non Japonais. Si le premier chiffre apparaît énorme par rapport aux conférences précédentes (près du double), le dernier ap-

paraît plutôt faible, de l'ordre de celui enregistré pour les conférences tenues en Indonésie ou Australie, lieux également lointains.

Seulement 61 pays étaient représentés. On notait l'absence ou la très faible représentation des pays ex-communistes, mais une participation accrue des pays extrême orientaux, traduisant l'effet géographique du lieu de rencontre.

La France, avec 15 participants* arrive en onzième position, proche de l'Allemagne 17, loin après l'Italie ou la Grande-Bretagne respectivement en troisième et quatrième positions (35 et 30 participants) sitôt après le Japon et les Etats-Unis.

Les sept journées de travail ont été structurées à partir de sept séances plénières sur les thèmes suivants :

I Marchés et interventions publiques ; II Les négociations de l'Uruguay Round ; III Développement agricole dans les PVD et politiques économiques ; IV Biotechnologie et agriculture : concepts et stratégies ; V Développement durable (sustainability) ; VI Economie des ménages agricoles ; VII Biotechnologie et lutte contre la pauvreté.

- Chaque séance plénière était suivie, sauf exception, de deux séances parallèles présentant des papiers invités sur le même thème, dont quatre issus des papiers volontaires jugés particulièrement remarquables. Au total 26 contributions.

- Les papiers volontaires étaient ensuite présentés également en plusieurs séances parallèles, toujours sous la même tête de chapitre (45 communications).

Chaque papier dans ces trois types de séances était commenté par un discutant sollicité par les organisateurs et chaque séance comportait un rapporteur.

- Les papiers volontaires non retenus pour présentation en séance étaient admis à la présentation sous forme de "posters". Sur les 212 acceptés comme posters 132 furent présentés.

Au total 227 papiers furent présentés, en ignorant toutefois la demi-journée consacrée à l'agriculture et la ruralité japonaises ainsi que les papiers introductifs et conclusifs de la conférence.

- Enfin quatre séances d'une heure et demie furent consacrées à des **groupes de discussion** dont plusieurs étaient suffisamment préparés à l'avance et formalisés pour constituer de véritables symposium à l'intérieur de la conférence. Ce fut du moins le souhait des organisateurs qui sur ce point tentaient d'innover. Trente deux groupes de discussions étaient inscrits au programme. La plupart ont eu lieu ; regroupant de 5 ou 6 personnes à plus de 30 suivant les cas. Sauf exception, ces groupes exigent l'anglais.

La particularité française s'est traduite par les interventions programmées suivantes :

- *Rapport invité* (séance plénière). - P. Guillaumont (Université de Clermont-Ferrand) "**Politique d'ajustement et développement agricole**".

- *Rapport volontaire*. - L. Mahé (ENSA de Rennes) en coll. "**Political economy of US. EC Trade negotiations**".

- *Posters* - Session "Farm structure, land use and rural problems". - Michel Benoit-Cattin (avec Peter H. Calkins) : "**The new village economics**" (primé).

- Session "Price analysis and technology". - Jacques Loyat : "**General equilibrium approach : lessons from theory**".

- *Groupes de discussion*

- A. Brun (INRA), organisateur et président du groupe "Inter-relationships of farm structure and rural development".

- J.-M. Boussard (INRA), consultant du groupe "Roles of agriculture in environmental and resource conservation", et du groupe "Development of family farms and group farming" (avec un exposé sur **GAEC's group farming in France**).

- M. Petit (Banque mondiale), consultant du groupe "Comparaisons and contrasts of the political economy of agricultural and food policies".

- J.-C. Bureau, J.-P. Butault (INRA) consultants du groupe : "International comparaisons of costs of production" ont présenté plusieurs interventions.

- **Costs of production of agricultural products within the EEC** (J.-P. Butault (INRA), M. Cyncynatus (INSEE)).

- **Prospects of improving the method of estimating production cost using FADN** (J.-C. Bureau et M. Cyncynatus).

- **Competitiveness of wheat production in EC and United States** (J.-C. Bureau, J.-P. Butault et A. Hoque (ERS-USDA)).

Ouverture de discussion

J.-M. Boussard (Smith and Thompson), session VB

L. Mahé (de Zeeuw), session IB

J. Loyat (Mahé)

Présidence

J.-M. Boussard (papiers volontaires)

M. Petit (papiers invités)

Seul le papier de P. Guillaumont a été présenté en français. Le poids de la France ne justifie plus le français comme langue officielle. Il faut en prendre acte. Aucune ligne de défense ne semble plus plausible. Et les faits ont à Tokyo devancé le droit (Mahé n'a pu présenter son papier en français alors qu'il l'avait prévu et qu'il a essayé de le faire).

D'un congrès à l'autre

Le Hongrois Csaba Csaki devient président en exercice. Il succède à M. Petit (Banque mondiale). Le Vice-Président - programme pour le prochain congrès est un canadien : Dr. Heathley. Le nouveau président élu est un américain : Robert Thomson. Le prochain congrès se tiendra au Zimbabwe à Harare en août 1994. Son thème n'est pas encore fixé.

* Liste des participants français : INRA : J.-M. Boussard, A. Brun, J.-C. Bureau, J.-P. Butault, C. Viau, ENSAR : L. Mahé ; Banque Mondiale : M. Petit ; INSEE : M. Cyncynatus ; CIRAD : M. Benoit-Cattin, M. Griffon ;

FNSP : I. Boussard ; ENS (étudiant) : H. Desbois ; Univ. de Clermont : P. Guillaumont ; Min. de l'Agriculture : J. Loyat.